



HAL
open science

Londres et le roi, XIIIe-XIVe siècle : une relation conflictuelle ?

Aude Mairey

► **To cite this version:**

Aude Mairey. Londres et le roi, XIIIe-XIVe siècle : une relation conflictuelle?. Franck Collard. Villes et construction étatique en Europe du Nord-Ouest du XIIIe au XVe siècle, Bréal, pp.155-170, 2022, 978-2749551944. hal-03822235

HAL Id: hal-03822235

<https://hal.science/hal-03822235>

Submitted on 9 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Londres et le roi, XIII^e-XIV^e siècles : une histoire conflictuelle

Les relations entre les villes anglaises et la couronne font toujours l'objet de débats – sur leur nature, leurs modalités, ou encore leurs perceptions¹. Le cas de Londres est bien sûr particulier : c'est de loin la plus grande ville du royaume et ce depuis le X^e siècle au moins, si ce n'est avant. L'historiographie sur Londres est donc abondante – citons notamment les travaux de Caroline Barron, Barbara Hanawalt ou Pamela Nightingale, plus récemment ceux de Christian Liddy ou ceux, plus anciens de Ruth Bird ou de Gwyn Williams – la liste n'est bien sûr pas exhaustive². Mais il faut reconnaître qu'elle est bien plus riche pour les XIV^e et XV^e siècles que pour la période précédente. Même la synthèse de Caroline Barron, très précieuse par ailleurs, est peu disert sur le XIII^e siècle, pourtant théoriquement inclus. Nombre d'historiens font certes allusion aux événements houleux de ce siècle, en matière de relations entre la ville et la couronne, mais cela en reste souvent, justement, au stade d'allusion. Michael Prestwich par exemple, dans son importante synthèse sur l'Angleterre Plantagenêt, n'évoque qu'en passant le rôle de Londres dans son récit sur les guerres des barons des années 1258-1265, alors que la ville a été un acteur essentiel du mouvement réformateur, on le verra³. À ma connaissance, le seul ouvrage vraiment détaillé sur le XIII^e siècle est celui de Gwyn Williams. Il est précieux mais parfois un peu fouillis, il faut l'avouer et il est, de plus, difficile à trouver. Notons toutefois que, très récemment, Frédérique Lachaud a évoqué les relations de Londres et de Jean sans Terre dans un colloque à paraître⁴. Et pour le début du XIV^e siècle, il est complété, par exemple, par la biographie de Mark Ormrod sur Édouard III⁵.

Un court rappel tout d'abord sur les origines et le développement de Londres. La cité était déjà la principale ville romaine, capitale de la Britannia au IV^e siècle. Après une éclipse d'environ deux siècles, elle réapparaît dès le VII^e, mais un tournant majeur a surtout lieu, selon Derek Keene, après la prise de la ville par le roi Alfred le Grand dans les années 880⁶. À partir du

¹ Voir l'article de Christopher Fletcher dans ce volume.

² Voir par exemple Caroline Barron, *London in the Later Middle Ages, Government and People, 1200-1500*, Oxford, OUP, 2004 ; Barbara Hanawalt, *Ceremony and Civility. Civic Culture in Late Medieval London*, Oxford, OUP, 2017 ; Pamela Nightingale, « Capitalists, Crafts and Constitutional Change in the late fourteenth-century London », *Past and Present*, 124, 1989, p. 3-35 ; Christian Liddy, *Contesting the City : The Politics of Citizenship in English Towns, 1250-1530*, Oxford, OUP, 2017 ; Ruth Bird, *The Turbulent London of Richard II*, Londres, 1949 ; Gwyn A. Williams, *Medieval London : From Commune to Capital*, Londres, 1963.

³ Michael Prestwich, *Plantagenet England, 1225-1360*, Oxford, OUP, 2005. Mais voir tout de même John McEwan, « Local government in troubled times : London 1263-68 », dans *Baronial Reform and Revolution in England, 1258-1267*, Adrian Dobson (dir.), Woodbridge, The Boydell Press, 2016, p. 125-138.

⁴ Frédérique Lachaud, « Jean sans Terre et Londres », à paraître dans *Gouverner l'Empire Plantagenêt (1152-1224) : autorité et lieux de pouvoir*. Actes du colloque de Fontevraud, 2021.

⁵ Mark Ormrod, *Edward III*, New Haven et Londres, Yale University Press, 2011.

⁶ Derek Keene, « London from the post-Roman period to 1300 », dans David M. Palliser (dir.), *The Cambridge Urban*

X^e siècle au plus tard, la croissance de Londres est continue et elle ne s'arrêtera pas avant les difficultés du XIV^e siècle. La cité tire d'abord son importance du commerce, en particulier extérieur. En termes démographiques, les estimations récentes indiquent une fourchette située entre 80 et 100 000 habitants vers 1300. Les villes suivantes, York, Bristol ou Norwich, ne dépassent qu'exceptionnellement les 20 000 habitants⁷. Même si sa population est diminuée de moitié après la Peste Noire, c'est donc la seule ville anglaise qui puisse réellement soutenir la comparaison avec de grandes villes continentales, en particulier les villes de Flandre dans le réseau desquelles elle était d'une certaine manière intégrée, comme l'a souligné par exemple Derek Keene⁸.

La chartre accordée par Guillaume de Normandie après la conquête, qui est la première chartre civique conservée, confirme des coutumes déjà bien implantées. Durant la guerre civile qui a secoué le royaume dans le deuxième quart du XII^e siècle, elle est la seule ville anglaise à se constituer en commune, au sens institutionnel du terme, mais il ne reste que peu de traces de cette affirmation. La ville est alors gouvernée par des shérifs et des *aldermen*, nommés au sein de ses 24 quartiers (25 en 1394), les *wards*, structures de base du gouvernement. Elle est dirigée de fait par la guilde des citoyens les plus importants (ceux que l'on appellera plus tard les *probi homines*), déjà signalée avant la conquête. Les deux cours majeures sont alors le *folkemoot*, une assemblée théoriquement constituée de l'ensemble des *freemen*, c'est-à-dire ceux qui disposaient de la franchise et qui ne constituaient qu'une minorité de la population totale ; et la *Husting Court* qui se réunissait de manière hebdomadaire pour juger les affaires courantes. En matière financière, outre les taxes féodales traditionnelles, la ville doit une somme forfaitaire affermée (*farm* puis *fee-farm* à partir de 1212) qui est plus avantageuse que les autres types de taxes. Soulignons par ailleurs que les coutumes de la cité servent déjà de modèle pour d'autres villes anglaises. Par la suite, les institutions se feront de plus en plus sophistiquées, j'y reviendrai.

Londres n'est pourtant vraiment considérée comme la capitale du royaume qu'au tournant des XIII^e et XIV^e siècles – le consensus est assez large sur ce point. Car le gouvernement royal est, surtout à partir de la fin du XII^e et plus encore au XIII^e, installé à Westminster, certes toute proche de Londres et considérée comme une de ses banlieues, mais qui ne fait pas partie de sa juridiction – elle appartient à l'abbaye qui y est implantée depuis la seconde moitié du X^e siècle⁹. Cela étant,

History of Britain, 1, 600-1540, Cambridge, CUP, 2000, p. 187-216.

⁷ Voir Liddy, *Contesting the City*, *op. cit.*, p. 18.

⁸ Keene, « London from the post-Roman period to 1300 », art. cité, p. 194 : Londres doit ainsi être visualisée dans deux contextes. En Angleterre, c'était la première cité, distante des autres centres majeurs. Au sein de cette région unifiée par la Manche et la partie sud de la mer du Nord, d'autre part, Londres était une participante large et relativement bien intégrée dans un réseau hautement urbanisé de production et d'échange intensifs.

⁹ Voir Gervase Rosser, *Medieval Westminster, 1200-1540*, Oxford, OUP, 1989.

Londres profite grandement de cette proximité et son importance politique est indéniable, comme l'a souligné Jean-Philippe Genet : « Ville des affaires et du travail, ville de la convivialité et des plaisirs, Londres est bien la capitale de la société politique. Mais elle n'est pas la capitale royale¹⁰ ». On l'observe particulièrement lorsque les organes de gouvernement sont transférés ailleurs, comme à York au début des années 1330 en raison de la guerre contre l'Écosse.

Les relations entre le roi et sa principale cité n'ont pas toujours été de tout repos, particulièrement au XIII^e et au début du XIV^e siècle, puis lors du règne de Richard II. C'est pourquoi (en raison du cadre contraint de ce chapitre) je n'évoquerai pas le XV^e siècle, même s'il existe des controverses sur la participation de Londres pendant les guerres civiles de la seconde moitié de ce siècle : pour Caroline Barron, par exemple, la cité a tenté autant que possible de rester neutre – pourtant, elle a bien pris parti, en particulier en 1460, pour les Yorkistes¹¹. Quoi qu'il en soit, l'étude de ces relations montre le rôle majeur de Londres dans les luttes politiques au niveau du pays, et ce sur tous les plans même si, en dernière analyse, le roi a généralement le dernier mot – comme c'est le cas avec l'ensemble des villes anglaises. En outre, ces rapports, qu'ils soient conflictuels ou non, ont contribué à forger l'identité de la cité, ce qui sera particulièrement marqué dans les entrées royales, pour lesquelles nous possédons des descriptions détaillées à partir de l'extrême fin du XIV^e siècle, ainsi que par le fait qu'elle soit parfois désignée, à partir des années 1330, comme la « chambre du roi », notion étudiée par Christian Liddy¹².

J'évoquerai donc les rapports conflictuels au XIII^e et dans le premier tiers du XIV^e siècle, période durant laquelle la ville n'a pas hésité à s'opposer au roi à plusieurs reprises. J'entrerai dans le détail des événements parce qu'ils sont peu souvent rappelés, comme je l'ai noté plus haut, alors qu'ils permettent de mieux cerner la nature de ces rapports. Puis, plus brièvement, j'analyserai les relations plus contrastées des années 1330-1400. Toutefois, même si les conflits entre le roi et la cité sont inextricablement liés aux rivalités politiques internes de cette dernière, je ne détaillerai pas ces dernières – je renvoie au chapitre d'Elisa Mantiene dans ce volume.

L'affirmation renouvelée de Londres en tant que commune jurée à l'extrême fin du XII^e siècle est directement liée aux luttes politiques entre le chancelier William de Longchamp et le prince Jean (soutenu par un certain nombre de barons), qui éclatent alors que Richard Cœur de Lion est au loin, en croisade avant d'être capturé lors de son retour par le duc d'Autriche et livré à

¹⁰ Jean-Philippe Genet, « Londres est-elle une capitale ? », dans *Les villes capitales au Moyen Âge*, Actes du 36^e congrès de la SHMESP, Paris, 2005, p. 155-195, p. 181.

¹¹ Barron, *London in the Later Middle Ages*, op. cit., p. 18 ; David Grummitt, *The Wars of the Roses*, Londres, Tauris, 2013.

¹² Voir Christian Liddy, « The rhetoric of the royal chamber in late medieval London, York and Coventry », *Urban History*, 29/3, 2002, p. 323-349.

l'empereur Henri VI qui réclame une rançon faramineuse. Il semblerait que le serment de la commune de 1191 fasse suite à une entrée en armes de Jean dans la ville, soutenu par une faction londonienne menée par Richard fitz Reiner, et qui sera un des facteurs de la chute de Longchamp¹³. Cette commune se traduit par l'apparition du premier maire, Henry fitz Alwin, qui le restera jusqu'en 1212, même s'il n'est pas encore officiellement reconnu comme tel – l'office de maire n'apparaît pas, notamment, dans la charte accordée par Richard à son retour en 1194. Mais durant la guerre civile de 1215-1216, qui éclate en mai 1215, notamment à la suite des lourdes pertes territoriales en France, à commencer par la Normandie en 1204, et les guerres couteuses qui s'ensuivirent, les Londoniens prennent clairement le parti des barons, notamment ceux du nord du pays, contre Jean. Les barons rebelles entrent à Londres à la mi-mai, avec manifestement la complicité de nombre de ses habitants. Jean tente d'apaiser ces derniers par une charte datée du 30 mai, qui reconnaît notamment l'office de maire et les franchises de la cité, sans toutefois exempter la ville de la taille, la taxe féodale prélevée sur le domaine royal, et donc sur les villes royales¹⁴. Dans ces conditions, certains Londoniens participent manifestement à la rédaction de la *Magna Carta*. Le maire du moment, William Hardel¹⁵, est d'ailleurs le seul non noble à participer au groupe des vingt-cinq chargés de superviser l'application de la Charte, dont la première version est publiée à la mi-juin. La clause 13 concerne directement Londres (et les villes en général) :

« La cité de Londres bénéficiera de toutes ses anciennes libertés et de toutes ses coutumes libres, sur terre comme sur l'eau. Nous souhaitons également et accordons que toutes les autres cités, boroughs, villes et ports, bénéficieront de toutes leurs libertés et libres coutumes »¹⁶.

La clause 33 porte pour sa part sur la suppression des barrages installés sur la Tamise (et ailleurs), qui étaient une nuisance sur la navigation, tandis que la clause 35, sur les poids et mesures, reprend les standards londoniens. Selon Robert Bartlett, de fait, « La poursuite de l'autonomie de Londres et le programme des libertés pour le royaume dans son entier étaient devenues liées¹⁷ ». D'ailleurs, lorsqu'un groupe de barons offre la couronne au prince Louis de France (le futur Louis VIII) en 1216, ce dernier débarque et accepte la couronne à Londres même – il est d'ailleurs soutenu par les citadins... mais l'aventure est sans lendemain puisque Jean sans Terre meurt en octobre et que les barons préfèrent couronner le jeune Henri III, alors âgé de neuf ans. Louis tente certes de résister, mais il est battu à Lincoln en mai 1217 puis à Sandwich en août et doit accepter le traité de Lambeth en septembre, qui signe son retour en France.

¹³ Pour une vision nuancée de cet épisode complexe, voir Lachaud, « Jean sans Terre et Londres », art. cité.

¹⁴ Le *tallage* anglais est un peu plus restreint que la taille française.

¹⁵ Ou Serlo le Mercer selon Michael Prestwich.

¹⁶ Voir la traduction anglaise en ligne : <https://www.bl.uk/magna-carta/articles/magna-carta-english-translation>.

¹⁷ Robert Bartlett, *England under the Norman and Angevin Kings, 1075-1225*, Oxford, OUP, 2000, p. 344.

Une fois majeur, Henri III entretient des relations souvent tendues avec les Londoniens, surtout à partir de 1239, en lien d'une part avec les tensions internes à la ville, liées notamment à une fronde contre ceux qui bénéficient d'exemptions fiscales ou se livrent à des empiètements sur la voie publique (les *purprestures* ou *enclosures*), et d'autre part avec une contestation de la taille. Aux luttes strictement internes se superposent celles qui sont liées au soutien, ou non, du roi. Résultat, entre 1239 et 1257, Henri III saisit une bonne dizaine de fois les libertés de la ville pour la « prendre en sa main » ! De fait, et ce sera une constante, cette saisie répétée des libertés de la ville est principalement liée à deux facteurs : l'argent et la paix civile. En janvier 1255, par exemple, le roi exige une taille de 3000 marks. Les Londoniens refusent et proposent à la place une aide de 2000 marks, cette dernière étant censée être volontaire, contrairement à la taille. L'Échiquier tranche à leur détriment et la ville doit finalement s'incliner. Mais les élites londoniennes sont alors dominées par un parti peu favorable au roi, à tel point que celui-ci saisit à nouveau les libertés lorsqu'un de leur leader, Ralph Hardell (fils de celui qui avait participé aux événements conduisant à la *Magna Carta*) fut réélu une deuxième fois en octobre 1255 – le maire étant toujours élu en ce mois. Cela ne l'empêcha pas, toutefois, d'être réélu les deux années suivantes...

En janvier 1258, Henri décide donc de frapper un grand coup : il met en place une commission d'enquête menée par John Mansell, un de ses principaux conseillers, par ailleurs impopulaire, suite à – du moins ce fut le prétexte – une pétition de citoyens dénonçant les abus du maire et de certains *aldermen*. Mansel convoque deux *folkmoets*, le premier pour recueillir les plaintes pour fraude, et le second pour confirmer les verdicts d'accusation. Hardell et les *aldermen* concernés sont alors déposés et un nouveau maire plus conforme aux attentes royales, John Gisors, est nommé. Mais en mai, de nombreux barons, menés par le charismatique Simon de Montfort s'élèvent contre le roi. C'est le début d'une révolte qui finira par se transformer en véritable guerre civile. Il ne s'agit pas ici de faire le récit détaillé des « guerres des barons¹⁸ » ; rappelons simplement qu'Henri était notamment accusé de ne gouverner qu'avec des « étrangers » (Savoyards, Provençaux, Poitevins) et de trop dépenser, notamment dans la désastreuse « affaire de Sicile » (en 1255, Henri s'était engagé à fournir argent et hommes au pape contre les successeurs de l'empereur Frédéric II, en échange de quoi son fils serait devenu roi de Sicile – ce furent finalement les Angevins qui l'emportèrent...). En juin 1258, les barons imposent un vaste programme de réformes connues sous le nom de « Provisions d'Oxford », ainsi qu'un « conseil des quinze » chargé de les faire appliquer. En juillet, Montfort demande aux Londoniens d'apposer leur sceau aux Provisions, ce qui montre bien l'importance de la cité dans la politique du royaume. Mais devant la résistance des *aldermen*, Montfort fait appel aux *populares* –

¹⁸ Voir Prestwich, *Plantagenet England, op. cit.*

terme tout de même un peu trompeur dans la mesure où ces derniers étaient loin de n'être constitués que de gens du « peuple ». Selon Gwyn Williams, leur composition était en effet plutôt hétéroclite :

« Les nouveaux hommes du commerce, ceux qui étaient en colère contre le *tallage* ou les *purprestures* ou avides de pouvoir politique, les non franchisés, les patriciens supplantés hostiles à Henri et à ses manières de faire, tous ceux qui étaient mécontents, trouvèrent une bannière et une cause »¹⁹.

Ces *populares* envahissent donc le Guildhall – et le sceau est apposé. Gisors reste tout de même maire mais à la fin de l'année, un *eyre*, c'est-à-dire un circuit itinérant permettant de rendre la justice, mené par Hugh Bigod, un réformateur, s'installe au Guildhall, permettant ainsi à de nombreux Londoniens de déposer leurs plaintes, mais aussi de vider leurs querelles internes...

Henri III ne parvient à reprendre la main qu'au début de 1261 et là encore, révèle l'importance de Londres en en faisant sa base au printemps, ce qui conduit à l'élection d'un maire pro-royal en octobre, Thomas fitz Thomas. Montfort s'exile en France mais revient au printemps 1263 et organise une nouvelle confédération. Cette fois, la révolte se mue en véritable guerre civile. Et cette fois encore, les Londoniens se rangent du côté de Montfort, y compris fitz Thomas, toujours maire, qui a fait volte face. En juin, les rebelles contrôlent Londres où une nouvelle commune est jurée et des milices constituées. Les partisans de Montfort viennent toujours pour l'essentielle, des classes ascendantes économiquement – les marchands et les hommes de certains métiers, tels les *fishmongers* (ceux qui contrôlent la production et le commerce du poisson). La ville est brièvement assiégée par l'armée royale mais Montfort réussit à s'emparer de la Tour (la forteresse royale de la cité). Les émeutes succèdent aux émeutes, notamment après le rejet de la Mise d'Amiens de janvier 1264 – le roi de France, appelé pour arbitrage, a tranché en faveur d'Henri. Des centaines de Juifs sont notamment massacrés ; de fait, l'hostilité contre les « étrangers », quels qu'ils soient, est une constante de la vie londonienne (et plus généralement urbaine). Et c'est en partie grâce à l'infanterie londonienne que Montfort remporte une importante victoire à Lewes le 14 mai au prix de nombreux morts.

Toutefois, Montfort finit par s'aliéner une grande partie de ses alliés et tombe finalement à Evesham le 28 mai 1265. La vengeance d'Henri III et de son fils Édouard (qui avait pourtant au tout début de la révolte soutenu les réformateurs) s'abat alors sur Londres qui ne se rend qu'en octobre. Ils y entrent triomphalement, tandis que le maire et des dizaines de citoyens sont emprisonnés ou retenus en otage et que les confiscations sont innombrables. Un bailli et un gardien royal sont nommés pour gouverner la ville. Finalement, un pardon royal est accordé en janvier 1266 contre une amende de 20 000 marks et le gouvernement urbain est progressivement restauré. Mais l'instabilité reste grande, comme le montre l'accueil favorable fait au révolté

¹⁹ Williams, *Medieval London, op. cit.*, p. 214.

Gilbert de Clare, dit Gilbert le Rouge, comte de Gloucester, en avril 1267. La révolte fait toutefois long feu et l'ordre est restauré. Une charte de 1268 confirme même les libertés de la cité. Mais la paix civile ne dure pas et les années suivantes sont encore particulièrement houleuses, cette fois d'abord en raison des rivalités internes (qui n'ont certes jamais cessé). En 1272, année de la mort d'Henri III et de l'avènement d'Édouard I^{er}, par exemple, une nouvelle insurrection éclate, menée par Walter Hervey, avec le soutien de nombreux métiers, qui obtiennent d'ailleurs des chartes de privilèges. Les échos réformateurs des guerres des barons se font encore entendre, et même si les Londoniens qui avaient pris le parti de Montfort ont été écartés, d'autres les ont remplacés...

Mais le mouvement « populaire » (les guillemets sont toujours de rigueur) est stoppé net à l'automne 1273 avec l'élection d'Henri le Waleys, un intime du roi. Dans les années suivantes, sous son égide, mais aussi sous celle de Gregory Roskel, une réorganisation du gouvernement de la ville est entamée, marquée notamment par les Assises de 1275 – la citoyenneté est redéfinie, les coutumes minutieusement examinées et mises à jour. L'ordre public est également renforcé par de nombreuses mesures. L'administration connaît également une forte croissance : le premier *Common clerk* connu, l'homme qui a notamment en charge les archives de la ville apparaît, par exemple, en 1280 ; il s'agit de Ralph Crebyn. La même année, une guilde des hommes de loi est mentionnée. Mais les tensions ne sont pas apaisées, loin s'en faut. Le conflit entre Ralph Crebyn et Laurence Duket, un orfèvre, est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Le roi saisit la ville en juin 1285 et nomme Ralph le Sandwich comme gardien. Édouard I^{er} n'est pas Henri III et entend bien que la ville la plus importante de son royaume soit pacifiée. Il met en place un vaste programme de réformes, en partie dans la lignée de celles mises en place depuis 1273, qui sont inscrites dans les Ordonnances de 1285 et qui constituent, selon Gwyn Williams, un « code complet de gouvernement civique urbain²⁰ ». Ce programme est notamment sous-tendu par l'aristotélisme politique, comme l'a souligné Derek Keene :

« Un programme détaillé fut mis en place, exprimant les idéaux de l'ordre social et du bon gouvernement partagés par les dirigeants de la ville et par le roi. De nouvelles notions de la science politique, de même que le sens qu'un gouvernement convenable avait été restauré, sous-tend une vaste codification des coutumes de la cité et le déploiement de textes tels que le *Trésor* de Latini. Le programme, promu à la fois par les maires et, lorsque la cité fut sous contrôle royal entre 1285 et 1298, restaura les assises du pain et s'occupa de la paix, de l'ordre public, de la défense, de la régulation des marchés et des métiers, et du contrôle des étrangers qui affluaient à Londres en nombre croissant »²¹.

Dans ce gouvernement réformé, les métiers ont d'ailleurs une place bien plus importante et les élites sont renouvelées, notamment au sein de ce qui deviendra le Common Council au XIV^e siècle mais dont les prémices apparaissent à cette époque, en remplacement du *folkemoot*, qui disparaît

²⁰ Williams, *Medieval London*, *op. cit.*, p. 255.

²¹ Keene, « London from the post-Roman period to 1300 », art. cité, p. 212.

progressivement. Et les réformes ne s'arrêtent pas en 1298, année de la restauration des libertés après treize ans de gouvernement royal direct. En témoigne par exemple la *Carta mercatoria* de 1303, qui ne fut pas vraiment du goût des Londoniens (et des autres villes d'ailleurs) dans la mesure où elle facilitait considérablement le commerce entre étrangers et non-citoyens, au détriment des marchands et des métiers – concernant le commerce de détail notamment. Elle fut toutefois révoquée en 1322. Mais paradoxalement, cela conduisit les métiers à mieux s'organiser et à réclamer des chartes séparées pour sauver ce qui pouvait l'être. Cela eut un impact politique dans la mesure où c'est durant cette période que la franchise est fermement ancrée à l'apprentissage dans un métier, ce qui accroît leur importance dans le gouvernement de la cité.

Après des années relativement apaisées, et ce d'autant plus que la taille disparaît progressivement au profit de subsides votées en parlement, et donc d'une certaine manière plus légitimes, Londres est à nouveau intimement mêlée aux troubles qui éclatent dès le début du règne d'Édouard II, devenu roi en juillet 1307 suite à la mort de son père. La ville va une fois de plus s'opposer au roi. Le règne d'Édouard II n'est qu'une longue suite de troubles qui trouvera son climax avec sa déposition en janvier 1327²². Grevé par les problèmes financiers, critiqué pour la manière dont il traite ses favoris, Piers Gaveston d'abord, les Despenser père et fils ensuite, puis discrédité par son écrasante défaite face aux Écossais à Bannockburn en 1314, Édouard II doit d'emblée faire face à un mécontentement soutenu, longtemps mené par Thomas de Lancastre, un des plus puissants nobles du royaume. Si des signes apparaissent dès 1308, soit quelques mois à peine après son avènement, le mouvement prend de l'ampleur en 1310 : le roi doit accepter en mars l'institution d'une commission d'*Ordainers* (littéralement ceux qui ordonnent, mais surtout au sens d'organiser), chargée de dresser une liste d'ordonnances de réformes dans divers domaines – des exactions royales aux procédures de contrôle des officiers en passant par la condamnation des principaux favoris, à commencer par Gaveston. Ces ordonnances furent définitivement publiées en octobre 1311 mais elles ne mirent pas un terme à la crise, au contraire. Celle-ci ne fit que s'envenimer avec le meurtre de Gaveston en 1312 et le mouvement de révolte menée par Lancastre, jusqu'à sa défaite (et à sa mort) en 1322.

Or, les Londoniens soutiennent d'emblée les réformateurs – d'autant qu'en 1310, les troupes de Lancastre et du comte de Hereford campent aux portes de la ville. Le maire Richard de Refham, les *aldermen* et le conseil jurent les ordonnances avant même leur publication. Mais la vie politique de la cité est marquée une fois de plus par l'intrication extrême entre rivalités internes et luttes politiques générales. Des troubles éclatent qui conduisent à la prise du pouvoir par les métiers en 1313, de manière éphémère toutefois, le gouvernement « traditionnel » étant rétabli au

²² Voir Prestwich, *Plantagenet England, op. cit.* ; Ormrod, *Edward III, op. cit.*

bout de quelques mois. Lancastre, alors qu'il dirige le conseil en 1315-1316, rétablit l'autorité des *aldermen* et le *recorder* – l'officier qui s'occupe de la Husting Court – John de Walgrave est élu maire. Il le restera trois ans, mais son gouvernement est impopulaire et il se heurte à une coalition menée par Hamo de Chigwell, qui réussit à l'écarter en octobre 1319. Entre temps, les Londoniens ont réussi à soutirer lors du parlement d'York la fameuse charte de 1319 – en fait des lettres patentes royales – que Williams considère comme la « Magna Carta de la Communauté de Londres ». Elle est également connue sous le nom de « Constitutions ». Selon Christian Liddy, toutefois, il ne s'agit pas d'une charte extorquée au roi par le parti de Chigwell, mais le fruit d'un consensus entre les différents partis londoniens soumis à l'arbitrage royal :

« La charte était réformiste, et non partisane. Et elle a tenté de bâtir un consensus autour d'une notion revivifiée de la citoyenneté qui équilibrait les différents intérêts au sein de la franchise civique [...]. La charte fixait un code de conduite pour l'ensemble du corps civique, dont la base éthique était le bien commun »²³.

En même temps, elle distinguait plus fondamentalement les citoyens des autres – les non franchisés et surtout les étrangers. Elle est en tout cas un document majeur dans la vie « constitutionnelle » londonienne.

Cela pour le long terme. Mais en janvier 1321, le roi impose un *eyre* à Londres, dirigé en sous-main par Hugh Despenser Junior et qui suspend virtuellement les libertés de la ville. En août, les barons rebelles sont à nouveau aux portes de la ville mais Édouard II, malgré l'opposition des Londoniens, leur ordonne de fournir un contingent militaire de 500 hommes. Et après sa victoire à Boroughbridge en mars 1322, suite à laquelle Lancastre est exécuté, la domination des Despenser qui s'ensuit ne fait qu'accentuer les mécontentements de tous côtés. Chigwell lui-même est momentanément déposé en 1323, année qui voit l'évasion et la fuite en France de Roger Mortimer, futur comte de la Marche, désormais le principal opposant au roi, sans doute avec des complicités londoniennes. Il est rejoint par la reine Isabelle et le prince héritier l'année suivante.

La ville joue un rôle majeur dans la révolte de 1326, menée par Mortimer et Isabelle, qui débarquent en septembre et sont rejoints non seulement par de nombreux barons mais aussi par de nombreux Londoniens. Cela ne va pas sans provoquer de nouvelles émeutes mais une commune est à nouveau jurée contre Édouard II. L'appui des Londoniens est en outre manifesté de manière bien visible par leur présence massive, en armes, au parlement de janvier 1327 qui signe la déposition du roi au profit de son fils encore mineur, Édouard III, le 13 de ce mois. C'est également au Guildhall que les serments des uns et des autres sont jurés au nouveau roi. En récompense, si l'on peut dire, les Londoniens obtiennent plusieurs chartes, en particulier celle du 7 mars, qui, outre le fait qu'elle confirme toutes leurs libertés antérieures à 1321, constitue selon

²³ Liddy, *Contesting the City, op. cit.*, p. 185.

Williams un accomplissement en matière de relations entre la cité et la couronne, en affirmant notamment que la cité ne sera plus sujette à des gardiens royaux, que la cour de la Marshalsea (la cour de la *household* royale) n'y sera pas compétente, ou encore que les citoyens ne peuvent être taxés qu'en même temps que le reste du royaume.

Les troubles ne s'arrêtent pas pour autant car les Londoniens se retournent bientôt contre Mortimer qui se révèle aussi autoritaire que les Despenser en leur temps, à tel point qu'en 1328, Henri de Lancastre, le frère du défunt Thomas, se soulève (alors qu'il ne l'avait pas fait en 1322), avec des revendications somme toutes modérées, mais dirigées pour l'essentiel contre Mortimer. Une fois de plus, il est soutenu par les Londoniens au point que ces derniers lui fournissent un contingent d'hommes. Mais la guerre est évitée et les conflits finissent par se régler au parlement de Salisbury – Lancastre manquait, malgré tout, de soutien. La chute de Mortimer est finalement provoquée par Édouard III lui-même, en 1330, qui n'hésite pas à le faire exécuter le 19 octobre et à débiter ainsi son règne personnel, à 18 ans. Une nouvelle page des relations entre Londres et la couronne s'ouvre alors, plus apaisée, au moins pour un temps.

Les premières années de la guerre de Cent ans sont certes difficiles – en 1340, la dette de la couronne s'élève à 300 000£, somme gigantesque, ce qui débouche sur une crise politique en 1340-1341, cristallisée par la dispute entre le roi et l'archevêque Stratford, ainsi que par une purge gouvernementale inédite. Mais la crise met surtout en lumière l'importance croissante du parlement – auxquels participent les représentants des villes – lequel obtient notamment, en 1341, que tout ce qui relève de la fiscalité lui soit soumis. Plus généralement, c'est désormais là, et non sur un champ de bataille, que les conflits se résolvent (au moins jusqu'aux guerres civiles du XV^e siècle). Quant aux Londoniens, ils n'ont, cette fois, pas bougé...

Les négociations entre le roi et Londres portent alors surtout sur les emprunts – individuels ou sous le sceau de la cité. Les marchands anglais (et pas seulement les Londoniens comme en témoigne le prêt farouche de 100 000£ accordé par William de la Pole, un marchand de Hull, en 1338) remplacent de plus en plus dans ce domaine les Italiens, surtout après les faillites des Peruzzi en 1343 et des Bardi en 1345. Pendant un temps, Édouard fait alors affaire avec des consortiums de marchands, qui finissent cependant également par faire faillite, notamment en 1349. À plusieurs reprises entre 1336 et 1353, il convoque également des assemblées spécifiques de marchands, non seulement pour leur demander de l'argent – il obtient un prêt considérable de 200 000£ en 1341 – mais aussi pour leur expertise en matière de commerce et de navigation. Mais le parlement ne l'entend pas de cette oreille : il refuse, on l'a vu, que les taxes, et même les emprunts de cette ampleur, soient négociées hors de son sein. Ces assemblées, même si elles ne furent pas pérennisées, en disent toutefois long sur l'importance majeure des marchands anglais

dans la vie du royaume. Après les premières victoires en France, et jusqu'à la fin des années 1360, les relations entre le roi et sa capitale sont plutôt harmonieuses. Quant aux grands marchands, ils renforcent leur présence au sein de l'administration royale – ce qui conduira toutefois certains à leur perte.

Car les années 1370 voient se développer une nouvelle période de troubles, en raison de la reprise de la guerre en 1369 qui tourne au désavantage des Anglais, mais aussi en raison de la vieillesse du roi qui ne contrôle plus grand chose. Au « Bon Parlement » de 1376, qui tente de mettre en place de nombreuses réformes, la procédure d'*impeachment* (c'est-à-dire « la mise en accusation devant les *lords* siégeant en conseil de justice²⁴ ») est employée pour la première fois, notamment contre de grands marchands londoniens, Richard Lyons en premier lieu, grâce notamment aux manœuvres d'une partie des élites de la ville qui leur était opposée.

Après la mort d'Édouard III en 1377, alors que le nouveau roi, Richard II, n'a que dix ans, la situation reste tendue, à Londres comme ailleurs, jusqu'à l'explosion de la révolte de 1381 (qui n'est définitivement pas une « révolte des paysans » ou en tout cas pas seulement), dans laquelle des Londoniens sont largement impliqués²⁵. Une fois de plus, les rivalités internes, à nouveau très fortes se mêlent aux troubles politiques de l'ensemble du pays²⁶. Les luttes londoniennes des années 1370-1380 ne portent en effet pas seulement sur les oppositions entre élites, entre métiers, ou au sein des métiers, mais aussi, une fois de plus sur l'opposition entre ceux qui soutiennent le roi et ceux qui s'en méfient – et ces derniers ne sont pas les seuls. À la fin des années 1380, le mécontentement contre Richard II se cristallise – autour des problèmes financiers, des défaites en France, et plus généralement de la manière dont gouverne le roi –, d'abord au parlement de 1386 puis à celui de 1388 qui limite son pouvoir et exécute un certain nombre de ses proches, dont Nicholas Brembre, au cœur des luttes londoniennes.

Les limites qui sont imposées à Richard II ne l'empêchent pas de reprendre la cité en main – la cause immédiate en est le refus de prêts après la trêve signée avec la France en 1389, mais aussi, une fois de plus, les troubles urbains. Toutefois, selon Caroline Barron, il y avait des causes plus profondes : le roi voulait une cité propre, paisible, et soumise²⁷... Richard II décide donc, dans un premier temps, de déplacer les principaux organes du gouvernement à York, en mai 1392, ce qui constitue évidemment un coup très dur pour les Londoniens. Le déplacement fut temporaire

²⁴ Jean-Philippe Genet, *Les îles Britanniques au Moyen Âge*, Paris, Hachette, 2005, p. 231.

²⁵ Voir par exemple Andrew Prescott, « 'Great and horrible rumour' : Shaping the English Revolt of 1381 », dans *The Routledge History Handbook of Medieval Revolt*, Justine Firnhaber-Baker et Dirk Schoenaers (éd.), New York, Routledge, 2017, p. 76-103 ; Christopher Fletcher, « Justice, meurtre et leadership politique dans la Révolte anglaise de 1381 », *Cahiers de recherches médiévales et humanistes*, 34/2, 2017, p. 61-86.

²⁶ Voir Nightingale, « Capitalists, Crafts and Constitutional Change », art. cité.

²⁷ Caroline Barron, « Richard II and London », dans *Richard II, the Art of Kingship*, Anthony Goodman et J. Gillespie (éd.), Oxford, Clarendon Press, 1999, p. 129-154.

mais Richard ne s'arrêta pas là : il saisit les privilèges de la cité, nomme Richard Whittington comme gardien et impose une amende astronomique de 100 000 £ . Toutefois, il fallut rapidement négocier – comme l'a souligné Barbara Hanawalt, « En prenant le contrôle du gouvernement et des ressources de la cité, le roi risquait de tuer la poule aux œufs d'or plutôt que d'être capable de l'allaiter²⁸ ».

Une entrée grandiose, bien étudiée car bien documentée²⁹, est donc organisée pour réconcilier le roi et sa ville en août 1392. Le roi, accompagné de la reine, est accueilli d'abord au sud de la ville, au-delà de Southwark, par une délégation menée par Whittington qui lui remet et les clés de la ville ; il suit ensuite le parcours classique d'une entrée jusqu'à Westminster, au long duquel des *pageants* (c'est-à-dire des scénettes jouées sur des chars pouvant être déplacés) remplis d'anges lui font diverses offrandes). Mais si la cité s'y présente dans une certaine mesure comme une épouse soumise, elle réaffirme aussi qu'elle est bien « la chambre du roi », métaphore désormais essentielle comme l'a démontré Christian Liddy. Cette entrée, qui couta une fortune à la ville, n'attendrit pourtant qu'en partie Richard. L'amende fut certes réduite à 10 000 £ , mais les libertés ne furent rendues à la ville qu'en 1397, après que le roi a lui-même nommé Whittington comme maire, une action inédite. Entre temps, par une charte de 1394, il balaye les réformes qui avaient été tentées par John Northampton en 1381-1383, visant à limiter le pouvoir des *aldermen* et à augmenter celui du Common Council et des métiers. Les *aldermen*, notamment, sont à nouveau élus à vie. Mais ce fut la dernière fois que la ville fut saisie...

Que retenir de tout cela ?

L'opposition régulièrement manifestée par les Londoniens aux XIII^e et XIV^e siècles, en particulier face à Jean sans Terre, Henri III puis Édouard II et Richard II – le règne d'Édouard I^{er} ayant globalement correspondu à une reprise en main et celui d'Édouard III à une période d'apaisement – s'explique par différents facteurs, néanmoins tous liés, à commencer par le refus sporadique des taxes et autres prêts forcés exigés par la royauté (sans compter les demandes logistiques, voire militaires), surtout en temps de guerre ; ainsi que par une volonté d'autonomie manifeste, mais souvent contrariée. La seule « commune » d'Angleterre se voit alors – et est perçue comme telle – comme une force politique majeure du royaume, même si elle est souvent peu considérée dans les synthèses sur l'histoire politique de l'Angleterre, en tout cas avant la fin du XIV^e siècle. Pour autant, Londres n'est pas si autonome que cela dans la mesure où, d'une part, elle ne se révolte pas – en tout cas contre le roi – si les barons ne le font pas, et où d'autre part, le roi finit par imposer sa domination, comme d'ailleurs sur les autres villes. Cela dit, il a pu aussi

²⁸ Hanawalt, *Ceremony and Civility*, *op. cit.*, p. 46.

²⁹ Voir Liddy, « The rhetoric of the royal chamber », art. cité et les références qui y sont données.

accepter certaines concessions, comme le suggèrent les nombreuses chartes d'accord ou de confirmation des privilèges reçues par la ville.

Par ailleurs, il faut souligner l'extrême intrication des luttes politiques générales et des rivalités internes qui ne se situent pas seulement entre élites dirigeantes (qui changent fondamentalement de nature entre la fin du XIII^e et le début du XIV^e siècle) et « *populares* » ou entre métiers ou au sein des métiers (et j'en passe), mais aussi entre partis favorables ou opposés au roi (et cela vaut encore pour la fin du XIV^e siècle). Et elles ont un impact sur la nature de la réaction royale qui exige la paix civile dans la cité – même s'il est crucial, l'argent n'est pas le seul facteur, on l'a vu, des multiples saisies royales, que ce soit au XIII^e siècle ou sous le règne de Richard II.

Enfin, toutes ces crises politiques ont clairement contribué à faire évoluer le gouvernement de Londres et ses institutions, parfois sous l'impulsion directe de la couronne, comme en témoignent les transformations observées au moment de ces crises ou juste après, certes pour réguler les luttes de factions, mais aussi pour mettre en place un gouvernement toujours plus sophistiqué, en parallèle avec les évolutions plus générales de l'État anglais à la fin du Moyen Âge, mais aussi en interaction avec elles, comme en témoignent, par exemple, l'influence des règlements londoniens en matière de travail sur le statut de 1351 sur les travailleurs, ou encore les parallèles entre les développements des conseils urbains et royaux analysés par Elisa Hartrich³⁰. Londres est donc bien une actrice essentielle de la construction étatique anglaise à la fin du Moyen Âge et pas seulement pour son rôle financier, même s'il faut prendre garde de ne pas tomber dans une téléologie du progrès...

Aude Mairey (CNRS-LaMOP)

³⁰ Eliza Hartrich, « Locality, Polity and the Politics of Counsel : Royal and Urban Councils in England, 1420-1429 », dans Jacqueline Rose (dir.), *The Politics of Counsel in England and Scotland, 1286-1707*, Oxford, OUP, 2016, p. 101-116.

Bibliographie complémentaire (titres absents de la bibliographie d'HG).

Barron Caroline, « Richard II and London », dans *Richard II, the Art of Kingship*, Anthony Goodman et J. Gillespie (éd.), Oxford, Clarendon Press, 1999, p. 129-154.

Bird Ruth, *The Turbulent London of Richard II*, Londres, 1949.

Fletcher Christopher, « Justice, meurtre et leadership politique dans la Révolte anglaise de 1381 », *Cahiers de recherches médiévales et humanistes*, 34/2, 2017, p. 61-86.

Nightingale Pamela, « Capitalists, Crafts and Constitutional Change in the late fourteenth-century London », *Past and Present*, 124, 1989, p. 3-35.

Ormrod Mark, *Edward III*, New Haven et Londres, Yale University Press, 2011.

Prescott Andrew, « 'Great and horrible rumour' : Shaping the English Revolt of 1381 », dans *The Routledge History Handbook of Medieval Revolt*, Justine Firnhaber-Baker et Dirk Schoenaers (éd.), New York, Routledge, 2017, p. 76-103.

Rosser Gervase, *Medieval Westminster, 1200-1540*, Oxford, OUP, 1989.

Williams Gwyn A., *Medieval London : From Commune to Capital*, Londres, 1963.